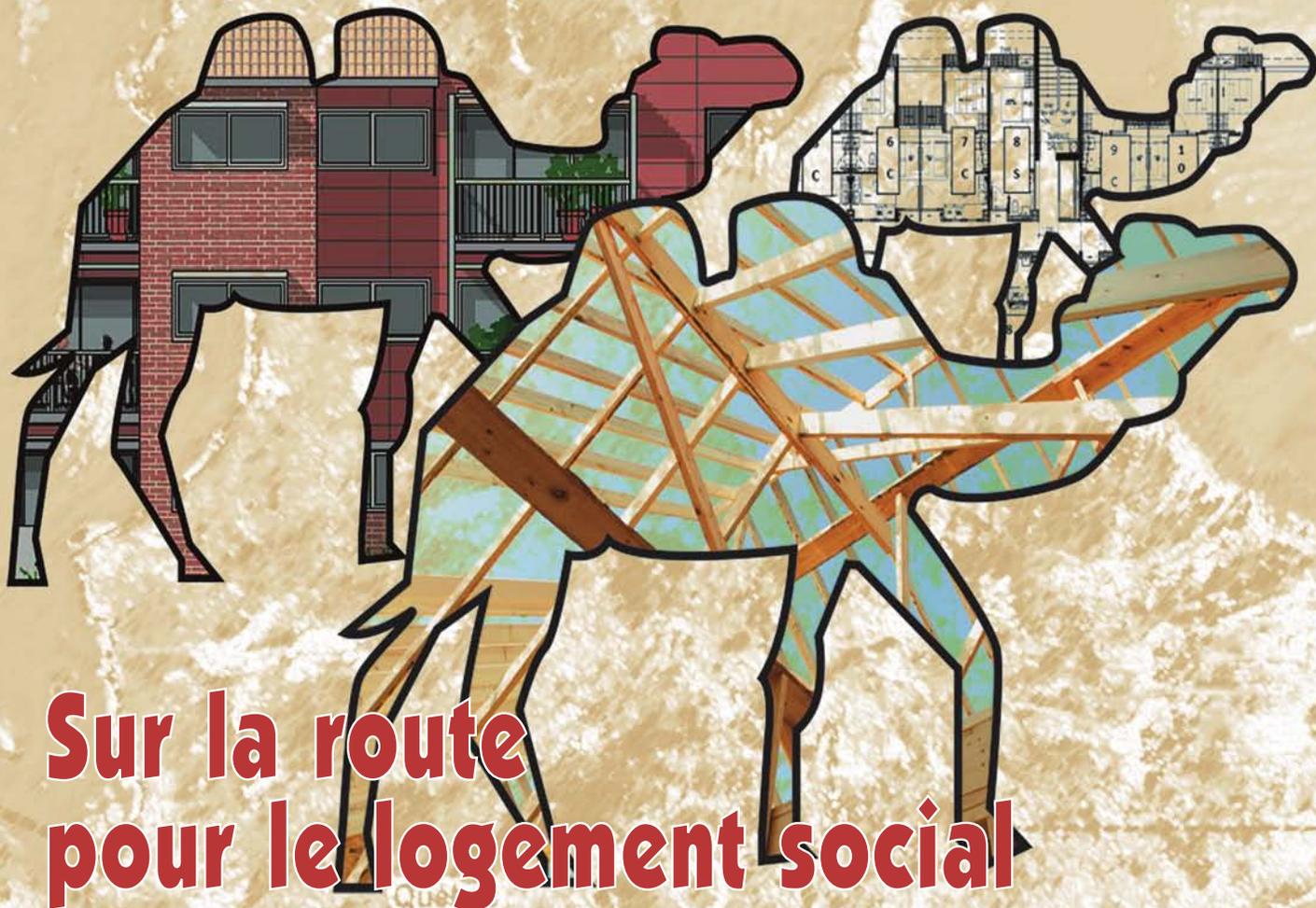


# Du 14 au 19 février 2011

## Caravane du FRAPRU



### Sur la route pour le logement social

### 50 000 logements, c'est urgent !

Du 14 au 19 février 2011, des militants et des militantes pour le droit au logement monteront à bord d'une caravane qui parcourra les villes de Gatineau, Montréal, Châteauguay, Sherbrooke, Trois-Rivières, La Tuque, Saguenay et Québec. Des actions et des événements publics auront lieu dans chacune des villes. Le tout se terminera par une grande manifestation nationale à Québec, le samedi 19 février.

À l'approche du budget québécois, le FRAPRU veut faire pression sur le gouvernement libéral de Jean Charest pour qu'il réinvestisse sans tarder dans de nouveaux logements sociaux, mais aussi pour qu'il se donne un objectif beaucoup plus à même de répondre à toute la gravité et à l'urgence des problèmes de logement et d'itinérance.

**Front d'action populaire en réaménagement urbain • [www.frapru.qc.ca](http://www.frapru.qc.ca)**

# Un droit et une urgence !

**En adhérant au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels en 1976, le Québec s'est engagé à respecter, protéger, promouvoir et mettre en œuvre tous les droits qui y sont reconnus dont celui « de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisant, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence ». Qu'en est-il dans la réalité du Québec de 2011 ?**

■ La Société canadienne d'hypothèques et de logement estime que 260 700 ménages locataires québécois avaient des besoins impérieux de logement, au moment du recensement de 2006, parce qu'ils payaient une part trop importante de leur revenu pour se loger ou parce qu'ils habitaient un logement qui n'était pas de qualité ou de taille convenables. Ce chiffre n'a pu qu'augmenter avec la crise économique et les hausses de loyer des dernières années.

■ Entre 2000 et 2010, le loyer moyen des logements de deux chambres à coucher et plus a augmenté de 34,5 % au Québec. Sur l'île de Montréal, la hausse a été de 39 %.

■ En dix ans, le nombre de causes de non-paiement de loyer a augmenté de 16 % à la Régie du logement pour atteindre 46 315 en 2009-2010. La hausse a été particulièrement virulente, au cours des trois dernières années, à Shawinigan où elle a été de 47 %, à Rivière-du-Loup de 27 %, à Saguenay de 21 %, à Saint-Jérôme de 19 %, à Trois-Rivières de 18 % et à Sherbrooke de 16 %.

■ Pour arriver à payer leur loyer, de multiples ménages doivent avoir recours à une banque alimentaire. C'est une des raisons qui expliquent l'augmentation de 12 % du nombre de personnes qui ont utilisé une telle ressource entre 2009 et 2010 au Québec. À Montréal, la hausse a été de 22 %.

■ Les femmes représentent 55,5 % des ménages locataires engloutissant plus de la moitié de leur revenu pour se loger. Les personnes vivant seules en représentent 72 %. Selon la Communauté métropolitaine de Montréal, 29 % des ménages immigrants ont des besoins impérieux de logement sur l'île même de Montréal. Ce pourcentage passe à 31,5 % dans le cas des ménages d'immigration plus récente.

■ Entre l'hiver 2008-2009 et l'hiver 2009-2010, le nombre de personnes ayant fréquenté un des grands refuges de Montréal a augmenté de 6,4 %. Chez les femmes, l'augmentation a été de 30 %. Selon le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, le problème de l'itinérance et de l'errance autochtones prend de l'ampleur non seulement à Montréal, mais aussi dans des villes comme Québec, Sept-Îles, Val-d'Or, Joliette, La Tuque, Chibougamau et Senneterre.

■ Même si la pénurie continue à se résorber à l'échelle du Québec, plusieurs centres urbains sont encore aux prises

avec une sévère rareté d'appartements, surtout pour les familles. À l'automne 2010, pas un seul logement de trois chambres à coucher et plus n'était vacant dans les trois principales villes de l'Abitibi, Rouyn-Noranda, Val d'Or et Amos. La situation était la même à Montmagny, Gaspé et Rawdon et n'était guère plus reluisante à Sept-Îles, Matane, ainsi que dans la région métropolitaine de Québec.



Photo : Étienne Grandmont.

# Pas de budget sans logement social

**Le FRAPRU considère que le plein respect du droit au logement ne peut s'accommoder de la logique du profit qui est le propre du marché privé de l'habitation. C'est pourquoi il se bat pour que le logement social prenne une place toujours plus importante dans l'ensemble du parc locatif.**

Certains pas en ce sens ont été franchis depuis le budget québécois de novembre 2001. Avec l'aide du fédéral, les gouvernements qui se sont succédé à Québec ont financé un total de 30 000 logements, dont 26 732 logements sociaux. Le budget du 30 mars 2010 du ministre des Finances, Raymond Bachand, a toutefois semé l'inquiétude. Il ajoutait bien 3000 unités au programme AccèsLogis, mais en spécifiant que cet investissement de 210 millions \$ était valable pour toute la durée du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015*, c'est-à-dire cinq ans. Tout au plus, ce dernier a-t-il ajouté que « d'autres annonces pourraient être effectuées pendant la période d'application du Plan d'action ».

C'est là où nous en sommes à quelques semaines du budget 2011. S'il ne contient pas de nouveaux investissements, cela signifiera rien de moins que l'arrêt, temporaire ou plus définitif, du développement du logement social. Au 30 novembre 2010, il ne restait que 355 logements qui n'étaient pas déjà livrés, en voie de réalisation ou en développement à l'échelle de tout le Québec. Au moment du prochain budget, il n'en restera probablement aucun, ce qui signifierait qu'aucun nouveau projet de logement coopé-

ratif ou sans but lucratif ne pourrait être présenté et voir le jour.

Il faut donc tout mettre en œuvre pour que ce budget prévoie à nouveau des fonds. Le strict minimum serait qu'il respecte l'engagement formel, pris durant la campagne électorale de 2008, de financer 3000 logements par année pendant cinq ans dans AccèsLogis. La gravité et l'urgence des problèmes requièrent toutefois un objectif plus exigeant. C'est en ce sens que le FRAPRU porte la demande de 50 000 logements sociaux en cinq ans. Celle-ci permettrait d'assurer la survie et l'expansion d'AccèsLogis, mais aussi de financer d'autres initiatives dont la remise sur pied d'un programme de HLM, susceptible de répondre aux besoins des 39 000 ménages québécois qui, au 31 décembre 2009, étaient sur une liste d'attente d'un Office d'habitation.

## **Le respect des droits avant la lutte au déficit**

Tout cela a bien sûr un coût, mais les problèmes de logement, d'itinérance et de pauvreté en ont aussi un pour les personnes et les familles d'abord, mais également pour l'État, ne serait-ce qu'en dépenses de santé. La réalisation de logements sociaux a par ailleurs des retombées économiques importantes, notamment en termes de création d'emplois. Il faut également faire comprendre au gouvernement Charest que le respect des droits passe avant l'objectif de déficit zéro d'ici 2013-2014 et que les compressions budgétaires de 5,2 milliards \$ qu'il veut imposer pour y arriver affecteront la qualité et l'accessibilité des services publics et des programmes sociaux. La pression devra finalement être suffisamment forte pour qu'il accepte les nombreuses alternatives fiscales et budgétaires que lui proposent des organismes comme le FRAPRU et la *Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*. Celles-ci mettraient fin à des privilèges extrêmement coûteux pour l'État et qui ne profitent qu'aux plus riches ou aux grandes entreprises.



Photo : Étienne Grandmont.

# Les activités de la Caravane

## Le lundi 14 février

Action et lancement de la caravane à Gatineau

Action et soirée publique à Montréal

## Le mardi 15 février

Passage à Châteauguay

Passage animé dans les rues et soirée publique à Sherbrooke

## Le mercredi 16 février

Action à Sherbrooke

Passage animé dans les rues et soirée publique à Trois-Rivières

## Le jeudi 17 février

Action à La Tuque

Rencontre avec le Centre d'amitié autochtone de La Tuque

Passage animé dans les rues et soirée publique à Saguenay

## Le vendredi 18 février

Action à Saguenay

Passage animé, action et rencontre publique à Québec

## La Manif de la Caravane

### Manifestation nationale à Québec

Le samedi 19 février

